

ATTESTATION DE PARUTION
www.franceguyane.fr du 04 déc. 2023**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

AUPLATA MINING GROUP -
AMG

Société anonyme au capital de
1.434.862,607 €

Siège social : Zone industrielle
Dégrad-des-Cannes, immeuble
Simeg,

97354 Rémire-Montjoly
331 477 158 R.C.S. Cayenne
(Ci-après la "Société")

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société
Auplata Mining Group - AMG
sont informés qu'ils seront réunis
en assemblée générale ordi-
naire et extraordinaire (ci-après,
"l'Assemblée") le mardi 19 dé-
cembre 2023 à 16 heures (heure
de Paris), 10 heures (heure lo-
cale) au siège social de la so-
ciété AMG Pérou, Avenida Bena-
vides 15-55 of. 403, Miraflores,
Lima, Pérou, à l'effet de statuer
sur l'ordre du jour ci-dessous.

Dans l'hypothèse où une ou
plusieurs résolutions ne pour-
raient être soumises au vote de
l'Assemblée faute de quorum,
une assemblée générale sur se-
conde convocation se tiendra sur
l'ordre du jour correspondant, le
vendredi 29 décembre 2023 à
16 heures (heure de Paris), 10
heures (heure locale) au siège
social de la société AMG Pé-
rou, Avenida Benavides 15-55
of. 403, Miraflores, Lima, Pérou.
Ordre du jour

De la compétence de
l'Assemblée statuant à titre ordi-
naire :

1. Approbation des comptes so-
ciaux de l'exercice clos le 31 dé-
cembre 2022. approbation des

charges non déductibles fiscale-
ment ;

2. Approbation des comptes
consolidés de l'exercice clos le
31 décembre 2022 ;

3. Affectation du résultat de
l'exercice clos le 31 décembre
2022 ;

4. Réduction des pertes par voie
d'imputation sur les "Primes" ;

5. Approbation des conventions
et engagements réglementés ;

6. Rémunération allouée
aux membres du conseil
d'administration ;

7. Renouvellement du mandat
d'un administrateur ;

8. Autorisation à donner au
conseil d'administration à l'effet
de faire racheter par la société
ses propres actions dans le
cadre du dispositif de l'article
L. 22-10-62 du code de com-
merce, durée de l'autorisation, fi-
nalités, modalités, plafond ;

9. Pouvoirs pour
l'accomplissement des formalités ;

De la compétence de
l'Assemblée statuant à titre ex-
traordinaire :

10. Autorisation à donner au
conseil d'administration à l'effet
de réduire le capital so-
cial de la Société par voie
d'annulation d'actions dans le
cadre de l'autorisation d'achat
de ses propres actions, durée
de l'autorisation, modalités, pla-
fond ;

11. Délégation de compé-
tence à conférer au conseil
d'administration à l'effet de dé-
cider l'émission d'actions ordi-
naires et/ou de titres de capital

donnant accès à d'autres titres
de capital ou donnant droit à
l'attribution de titres de créance
et/ou de valeurs mobilières don-
nant accès à des titres de capi-
tal à émettre ou donnant droit à
l'attribution de titres de créance
(de la société ou d'une société
du groupe), avec maintien du
droit préférentiel de souscription,
durée de la délégation, plafonds
de l'émission, faculté de limiter
l'émission au montant des sous-
criptions reçues ou de répartir les
titres non souscrits ou d'offrir au
public les titres non souscrits ;

12. Délégation de compé-
tence à conférer au conseil
d'administration à l'effet de dé-
cider l'émission d'actions ordi-
naires et/ou de titres de capital
donnant accès à d'autres titres
de capital ou donnant droit à
l'attribution de titres de créance
et/ou de valeurs mobilières don-
nant accès à des titres de capi-
tal à émettre ou donnant droit à
l'attribution de titres de créance
(de la Société ou d'une Société
du groupe), avec suppres-
sion du droit préférentiel de sous-
cription sans indication de bé-
néficiaires et par offre au pu-
blic, à l'exception des disposi-
tions l'article L. 411-2 1° du
Code monétaire et financier, du-
rée de la délégation, plafonds de
l'émission, prix d'émission, facul-
té de limiter l'émission au mon-
tant des souscriptions reçues ou
de répartir les titres non sous-
crits ;

13. Délégation de compé-
tence à conférer au conseil
d'administration à l'effet de dé-
cider l'émission d'actions ordi-
naires et/ou de titres de capital
donnant accès à d'autres titres
de capital ou donnant droit à
l'attribution de titres de créance

et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe), avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an, durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits ;

14. Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créance (de la Société ou d'une société du groupe), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires, durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits ;

15. Fixation du plafond global des émissions d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance

et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe) susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations de compétence et autorisations visées aux résolutions qui précèdent ;

16. Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de bénéficiaires, durée de la délégation, plafond de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits ;

17. Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration, à l'effet de décider, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du code de commerce, une augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du code du travail, durée de la délégation, plafond de l'émission, prix d'émission ;

18. Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction de capital motivée par des pertes par voie de réduction de la valeur nomi-

nale des actions de 0,0005 \square à 0,0001 \square ;

19. Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration pour décider du regroupement des actions de la Société ;

20. Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction de capital motivée par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale des actions de 1 à 0,01 \square , sous condition suspensive de la réalisation préalable du regroupement des actions de la Société faisant l'objet de la 19ème résolution soumise au vote de la présente Assemblée ;

21. Délégation de pouvoirs à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction de capital motivée par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale à un minimum de 0,0001 \square , sous condition suspensive de la réalisation préalable de la réduction de capital faisant l'objet de la 20ème résolution soumise au vote de la présente Assemblée.

22. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette Assemblée.

Mode de participation à l'Assemblée

L'actionnaire dispose de plusieurs possibilités pour participer à l'Assemblée :

- soit y assister personnellement ;
- soit voter par correspondance ;
- soit donner pouvoir au président de l'Assemblée ou se faire représenter dans les conditions légales.

En vertu l'article de L. 225-106-1 du Code de commerce, si l'actionnaire décide de se faire représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, le mandataire choisi doit informer l'actionnaire de tout fait lui permettant de mesurer le risque de poursuite par le mandataire d'un intérêt autre que le sien. Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire contrôle la Société, fait partie d'un organe de gestion, d'administration, de surveillance de la Société ou est employé par cette dernière.

Les Actionnaires pourront voter par correspondance ou donner pouvoir, en utilisant le formulaire de vote prévu à cet effet.

Au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée, le formulaire unique de vote par correspondance et de pouvoir sera mis en ligne sur le site de la Société (<https://www.auplatamininggroup.com>).

À compter de la convocation, les Actionnaires pourront demander par écrit à leur teneur de compte de leur adresser ledit formulaire. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Le formulaire unique de vote par correspondance ou de pouvoir devra être renvoyé, accompagné pour les Actionnaires au porteur de leur attestation de participa-

tion. Le formulaire de vote par correspondance devra être reçu au Siège Social de la Société ou à l'adresse électronique auplata@actus.fr au plus tard le vendredi 15 décembre 2023.

Les mandats à un tiers peuvent valablement parvenir aux services de la Société au Siège social par voie électronique à l'adresse suivante : auplata@actus.fr jusqu'au troisième jour calendaire précédant la date de l'Assemblée Générale, à savoir au plus tard le samedi 16 décembre 2023.

Le mandataire ne pourra assister physiquement à l'Assemblée. Il devra nécessairement adresser ses instructions pour l'exercice des mandats dont il dispose, à la Société par voie électronique à l'adresse suivante : auplata@actus.fr, via le formulaire sous la forme d'un vote par correspondance, au plus tard le troisième jour calendaire précédant la date de l'assemblée, à savoir au plus tard le samedi 16 décembre 2023.

Un actionnaire qui aurait déjà exprimé son vote à distance ou envoyé un pouvoir peut choisir un autre mode de participation à l'Assemblée sous réserve que son instruction en ce sens dans des délais compatibles avec les règles relatives à chaque mode de participation à la Société. Les précédentes instructions reçues sont alors révoquées.

Conformément aux dispositions des articles R.225-77 al. 3 et R.225-79 al. 4 du code de commerce, et sauf instruction contraire, les formulaires de vote

par correspondance et les mandats donnés pour une assemblée valent pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les Actionnaires doivent être envoyées de préférence par voie électronique à l'adresse suivante : auplata@actus.fr ou au Siège Social, de façon à être reçues au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolution, assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R 225-83 du Code de Commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'Administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R 225-71 du Code de Commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le vendredi 15 décembre 2023 à zéro heure,

heure de Paris devra être transmise à la Société.

Le texte des projets de résolution présentés par les Actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne, sans délai, sur le site de la Société (<https://www.auplatamininggroup.com>). Les documents préparatoires à l'Assemblée énoncés par l'article R 225-73-1 du Code de Commerce seront mis en ligne sur le site internet de la Société (<https://www.auplatamininggroup.com>) au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée Générale.

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'Assemblée conformément notamment aux articles L 225-115 et R 225-83 du Code de Commerce seront mis à disposition sur le site internet de la Société (<https://www.auplatamininggroup.com>) ou adressé aux Actionnaires sur demande à l'adresse mail : auplata@actus.fr.

Par ailleurs, à compter de la convocation, les Actionnaires pourront demander à la Société de leur adresser les documents et renseignements mentionnés aux articles R 225-81 et R 225-83 du Code de Commerce, jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, de préférence par courrier électronique à l'adresse suivante : auplata@actus.fr (ou par courrier au Siège Social de la Société). Les Actionnaires au porteur de-

vront justifier de cette qualité par la transmission d'une attestation d'inscription dans les comptes.

À compter de la mise à disposition des Actionnaires des documents préparatoires et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le mercredi 13 décembre 2023, tout Actionnaire pourra adresser au Président du Conseil d'administration de la Société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R 225-84 du Code de Commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, de préférence par voie électronique à l'adresse suivante : auplata@actus.fr (ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Siège Social). Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Conseil d'administration